

Commission : Conseil de Sécurité

Question : 2030 : La guerre des mondes

Auteur : Human Rights Watch

À l'approche de 2030, l'intégration de la technologie dans les armées transforme radicalement les méthodes de conflit. Les avancées en intelligence artificielle, robotique, et cybersécurité redéfinissent les stratégies militaires, posant de nouveaux défis éthiques et juridiques. Face à ces changements, il est crucial que la communauté internationale, en coopération avec des entités comme le Conseil de Sécurité de l'ONU, développe des normes pour assurer que l'usage militaire de la technologie favorise la sécurité globale tout en respectant les droits humains fondamentaux.

En tant qu'Organisation Non Gouvernementale (ONG) qui enquête et rend compte des abus commis aux quatre coins du monde, qui travaille à la protection des personnes les plus menacées, qu'il s'agisse de minorités vulnérables, de civils en temps de guerre, de réfugiés ou d'enfants dans le besoin ; Human Rights Watch sera particulièrement impactée par les guerres de demain. Human Rights Watch rappelle à tous les États membres et participants du Conseil de Sécurité les obligations qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies (Articles 1 et 2) et des divers traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment les Conventions de Genève (Convention I, Article 3). Ces documents stipulent clairement la nécessité de protéger les populations civiles et de limiter les méthodes et moyens de guerre.

Historiquement, Human Rights Watch a soutenu des initiatives telles que le Traité sur le commerce des armes (2013) initié par l'Office des Nations Unies sur les Affaires de Désarmement (UNODA), qui vise à réguler le transfert d'armes afin de prévenir les violations des droits humains. Ces accords sont essentiels pour modeler les politiques de sécurité de demain et doivent être pleinement appliqués et respectés.

À travers ses rapports et ses missions d'observation, Human Rights Watch a documenté les conséquences désastreuses des conflits armés sur les populations civiles, notamment en Syrie, au Yémen, et au Soudan du Sud. Ces dernières années, les conflits éternisants qu'on été la guerre en Ukraine et le conflit israélo-palestinien en sont d'autres sanglants exemples. Que ce soit les plus de 100 000 blessés dans la bande Gaza d'après Gaza Media Office au 31 septembre 2024, ou les crimes de guerre perpétrés en Ukraine, Human Rights Watch a montré comment les civils peuvent constituer des cibles à part entière par les belligérants. Ces situations démontrent que non seulement les conflits armés entraînent des pertes humaines inacceptables, mais ils génèrent également des crises humanitaires de longue durée. Ces expériences soulignent l'urgence de développer des approches plus pacifiques et respectueuses des droits humains pour la résolution des conflits.

Pour répondre aux défis des guerres de demain, Human Rights Watch propose la création d'un cadre international contraignant pour encadrer l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) et des technologies émergentes dans les conflits armés. Ce cadre doit inclure des règles strictes sur le développement et l'utilisation des systèmes d'armes autonomes, assurant une supervision humaine en tout temps. Nous insistons sur le fait que l'IA devrait être utilisée à des fins défensives plutôt qu'offensives pour minimiser les risques pour les populations civiles. Par exemple, les technologies d'IA peuvent être employées pour améliorer les systèmes de défense antimissile ou pour détecter et neutraliser les cyberattaques, tout en évitant leur utilisation dans des systèmes d'armes létales autonomes.

Afin de réduire la menace nucléaire persistante, Human Rights Watch appelle tous les États à renouveler et renforcer leurs engagements envers le désarmement nucléaire en signant et ratifiant le Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) de 2017. Ce traité est essentiel pour éliminer le risque d'un conflit nucléaire et garantir un avenir sûr pour tous. L'incident de 2026 impliquant un missile nord-coréen tombé dans les eaux japonaises rappelle la dangerosité de ces armes et l'urgence de renforcer les contrôles internationaux. Le fait que la Russie, en 2030, soit sur le point de finaliser des armes nucléaires capables de détruire des satellites montre bien que la menace nucléaire reste omniprésente. Une dénucléarisation mondiale et progressive est essentielle pour éviter ces scénarios catastrophiques.

En outre, nous recommandons l'établissement d'un accord international visant à interdire les cyberattaques contre les infrastructures civiles essentielles, telles que les réseaux électriques, les hôpitaux et les systèmes d'approvisionnement en eau. La protection de ces infrastructures est cruciale pour la survie des populations civiles en temps de conflit. Par exemple, les États pourraient s'engager à ne pas cibler les systèmes de santé avec des cyberattaques, conformément aux

principes humanitaires internationaux. Par exemple, en 2022, lors du conflit en Ukraine, des cyberattaques massives ont ciblé les infrastructures civiles ukrainiennes. Un tel accord contre les cyberattaques pourrait s'inspirer des initiatives précédentes, comme les Normes volontaires de l'ONU sur le comportement responsable des États dans le cyberspace.

Cependant, les guerres ne sont pas les seules menaces aux populations civiles. En 2030, le trafic de drogues s'est intensifié, notamment avec la production accrue de drogues de synthèse en Amérique latine. Les cartels continuent d'exercer leur emprise sur de vastes territoires, créant des zones de non-droit où la violence, les abus de pouvoir et l'impunité règnent. Le fentanyl, drogue particulièrement meurtrière, se répand à travers le monde, engendrant une crise sanitaire internationale marquée par des taux élevés de décès par overdose. Human Rights Watch condamne fermement le commerce de drogues illicites, qui contribue à la déstabilisation de communautés entières, menace la santé publique et favorise les violations systématiques des droits humains. En tant qu'ONG, nous plaidons pour des stratégies internationales de lutte contre les trafics de drogues qui respectent les droits humains, et pour la mise en œuvre de programmes de réhabilitation axés sur la santé et l'inclusion sociale, plutôt que sur une répression aveugle et inhumaine.

Human Rights Watch réaffirme son engagement envers la promotion de la diplomatie pour empêcher les guerres, protéger les populations civiles et lutter contre les crimes contre l'humanité. Nous exhortons la communauté internationale à agir de manière proactive pour encadrer l'usage de l'IA militaire, poursuivre le désarmement nucléaire et renforcer les protections pour les civils. Comme l'a souligné notre ancien directeur général Ken Roth, nous devons tous "utiliser notre influence pour mettre un terme à la répression dans le monde entier". Human Rights Watch appelle à une action collective et déterminée pour garantir que les avancées technologiques servent à renforcer la sécurité et les droits humains plutôt qu'à les menacer.